

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1906.

Projet de loi portant approbation de l'acte général de la Conférence d'Algéciras du 7 avril 1906, et du protocole additionnel du même jour qui y est annexé (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DE BÉTHUNE.

MESSIEURS,

Le traité de commerce conclu entre la Belgique et le Maroc, le 4 janvier 1862, approuvé par la loi belge du 11 juillet 1862, consacre le principe de la clause de la nation la plus favorisée.

Depuis lors, notre pays a pris part à la conférence qui s'est réunie à Madrid en 1880, et qui avait pour but d'établir sur des bases fixes et uniformes l'exercice du droit de protection au Maroc. Les décisions de cette conférence, à laquelle participèrent treize gouvernements, sont consignées dans une convention qui porte la date du 3 juillet 1880.

L'article 17 de cet acte international confirme « le droit au traitement de la nation la plus favorisée », en stipulant d'une façon expresse, que ce droit « est reconnu par le Maroc à toutes les puissances représentées à la conférence de Madrid ».

Sous le bénéfice de ce régime, le mouvement commercial du Maroc s'est élevé pour 1904 à 98,642,630 francs, dont 59,872,433 francs pour les importations et 38,770,195 francs pour les exportations.

Pour 1903, ces chiffres se montaient respectivement à 61,228,884 francs à l'entrée et à 38,355,464 francs à la sortie.

Les tableaux suivants, que nous empruntons à un intéressant rapport de notre ministre à Tanger, divisent le commerce du Maroc par pays de provenance et de destination :

(1) Projet de loi n° 170.

(2) La Commission, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Bertrand, Carton de Wiart, Giroul, Hoyois, Polet et de Béthune.

Importations.

	1904.	1903.
	— Francs.	— Francs.
Angleterre	52,288,085	53,741,063
France	17,028,385	16,401,887
Allemagne	3,808,305	3,045,924
BELGIQUE	2,888,595	3,110,670
Autriche	1,591,575	3,029,175
Italie	1,124,285	271,195
Espagne	839,380	1,247,495
Autres pays	304,025	381,475
Totaux	59,872,435	61,228,884

Exportations.

	1904.	1903.
	— Francs.	— Francs.
Angleterre	12,412,170	13,177,839
Allemagne	8,767,375	6,776,315
Espagne	6,668,450	6,768,686
France	5,045,310	6,322,034
Égypte et Tripoli	1,789,750	1,356,800
Portugal	1,669,925	519,100
États-Unis	1,505,200	695,250
Italie	914,885	661,490
BELGIQUE	52,965	10,100
Autres pays	144,165	87,850
Totaux	38,770,195	38,355,464

Ces chiffres font ressortir l'importance du Maroc au point de vue de nos intérêts commerciaux; il manque malheureusement à ceux-ci, le concours d'une ligne de navigation régulière et directe, pour retenir à Anvers, une partie du trafic grandissant qui s'opère entre Hambourg et les ports marocains.

Le léger fléchissement de 222,075 francs dans le chiffre de nos exportations que met en évidence la comparaison des années 1903 et 1904, provient de ce que le premier de ces deux exercices, a bénéficié de commandes de matériel de guerre pour plus d'un million.

Celles-ci ne se sont pas reproduites en 1904, mais, par contre, l'importation de nos autres produits commerciaux, à l'exclusion des armes, a augmenté de 781,200 francs pour cette dernière année.

Indépendamment du matériel de guerre, nos principaux articles d'échange avec l'Empire chérifien sont les tissus, les sucres et autres articles d'alimentation, les poutrelles et produits divers de l'industrie métallurgique.

Dès à présent nous comptons quatre maisons belges établies à Tanger, port par où s'opère la moitié environ de notre commerce d'importation.

Le développement relatif pris par nos relations commerciales avec le Maroc, permet d'espérer dans l'avenir de nouveaux développements.

L'exposé des motifs fait l'historique des circonstances qui ont amené le Maroc à inviter, le 31 mai 1903, les puissances qui entretiennent des relations diplomatiques avec le Maghzen, à demander la réunion d'une conférence, ayant pour but, d'arriver à une entente sur les réformes à introduire dans l'empire chérifien, et, d'examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application.

Comme le fait remarquer à juste titre l'exposé des motifs, la Belgique ayant été partie contractante à la conférence de Madrid et ayant largement bénéficié du régime de la liberté commerciale au Maroc, la place de ses délégués était naturellement indiquée dans une réunion internationale où devaient se débattre les intérêts collectifs que nous venons d'énumérer.

La note préliminaire de M. le Ministre des Affaires Étrangères énumère les incidents qui ont accompagné et suivi l'invitation du Maghzen, et abouti à la conférence qui ouvrit ses travaux à Algéçiras le 16 janvier dernier.

M. le baron de Favereau, après avoir rappelé que la participation de la Belgique à ce congrès est parfaitement compatible avec notre position de puissance neutre, fait connaître les instructions données à nos plénipotentiaires et rend un juste hommage à la façon distinguée dont ceux-ci ont rempli leur mandat.

Les laborieuses négociations d'Algéçiras se terminèrent le 7 avril par la signature de l'acte général soumis à votre approbation.

Cet instrument est rédigé en 123 articles; il comprend six chapitres relatifs: 1° à l'organisation de la police; 2° à la surveillance et à la répression de la contrebande des armes; 3° à la concession d'une banque d'État marocaine; 4° au meilleur rendement des impôts et à la création de nouveaux revenus; 5° aux douanes de l'empire et à la répression de la fraude et de la contrebande; 6° aux services et aux travaux publics.

L'exposé des motifs précise, dans un résumé succinct le contenu de chacun de ces chapitres, et indique les dispositions particulièrement importantes au point de vue des intérêts belges.

La portée générale de ces diverses dispositions est marquée par le préambule de l'acte général. En vue de faire régner au Maroc l'ordre, la paix et la prospérité, les puissances reconnaissent que ce but précieux ne peut être atteint, que, moyennant l'introduction de réformes, basées sur le triple principe, de la souveraineté du sultan, de l'intégrité de ses États et, de la liberté économique sans aucune inégalité.

Ce dernier principe est particulièrement important pour la Belgique, et c'est à bon droit que l'exposé des motifs en souligne les applications.

Nous croyons opportun de signaler plus spécialement celles consignées dans la déclaration relative aux services et aux travaux publics.

Les puissances signataires y déclarent :

1° Qu'aucun des services publics de l'Empire chérifien ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers ;

2° Qu'elles se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'État demeure entière sur les grandes entreprises d'intérêt général, pour l'exécution ou l'exploitation desquelles il serait fait appel aux capitaux ou à l'industrie étrangère.

3° Que la validité des concessions précitées sera subordonnée au principe de l'adjudication publique pour toutes les matières qui en comportent l'application, sans aucune exclusion à raison de la nationalité des soumissionnaires ;

4° Que les cahiers des charges des adjudications seront communiqués au corps diplomatique, en temps utile, et dans des conditions telles que les nationaux de toutes les puissances puissent être à même d'y concourir ;

5° Que les cahiers des charges ne devront contenir, ni directement ni indirectement, aucune condition ni disposition contraire au principe de libre concurrence ;

6° Qu'un règlement général pour les adjudications sera arrêté, et que le titulaire de la soumission la plus avantageuse sera déclaré adjudicataire par le gouvernement chérifien ;

7° Que ces principes s'appliqueront aux concessions d'exploitation de forêts et que le régime légal des mines, minières et carrières s'inspirera des législations étrangères sur la matière ;

8° Que les expropriations ne pourront avoir lieu que pour cause d'utilité publique constatée, et moyennant juste et préalable indemnité, la procédure de ces expropriations étant déterminée par l'acte général ou devant l'être d'après les principes qu'il consacre.

Il est intéressant de noter que ces dispositions relatives aux expropriations s'inspirent des principes mêmes de notre Constitution. Quant aux garanties stipulées en faveur du maintien de l'égalité économique au Maroc, elles constituent un véritable code de la matière.

Bien souvent déjà, nos commerçants, nos industriels et nos ouvriers se sont plaints du protectionnisme honteux qui ne se dissimule que trop dans les cahiers des charges des adjudications de certains pays.

Aussi avons-nous exprimé à diverses reprises la nécessité de prévenir dans les traités de commerce ces abus de la force.

C'est ainsi que le rapport de votre section centrale, chargée de l'examen du projet du budget des affaires étrangères pour l'exercice 1902, rappelait que le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce avait, à l'occasion du renouvellement des traités de commerce, signalé au gouvernement une série de dispositions connexes à celles des tarifs douaniers, telles que le régime des adjudications publiques, celui des voyageurs de commerce, enfin la situation juridique des ouvriers à l'étrangers.

Pour préciser ses intentions, votre section posait au Gouvernement la question suivante :

« Le Gouvernement ne pourrait-il introduire dans les traités de com-

» merce à conclure une clause de réciprocité en matière d'adjudications publiques? »

Le Gouvernement répondait que la question de la participation aux adjudications publiques le préoccupait depuis longtemps et qu'elle avait été envisagée à l'occasion des dernières négociations, notamment avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, sans que l'on ait pu arriver à trouver une formule donnant les garanties pratiques.

Nous pouvons nous féliciter aujourd'hui que l'acte général de la conférence d'Algéciras ait introduit dans le droit international un premier essai de réglementation de cette matière si délicate et si importante. Nous espérons que les applications de ce libéralisme économique se multiplieront dans le droit positif.

Les convention d'Algéciras sont le fruit des délibérations de treize puissances. Douze de celles-ci étaient déjà représentées à la Conférence de Madrid en 1880; la treizième est la Russie, qui a remplacé à Algéciras le Danemark, qui, signataire de l'acte de 1880, ne s'est pas fait représenter au dernier Congrès marocain.

Mais il y a lieu de remarquer que, seules, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et la Suède ont signé l'acte du 7 avril 1906, les délégués du Maroc ayant déclaré ne pas être en mesure pour le moment d'apposer leur signature.

De là, la nécessité d'un protocole additionnel soumis à l'approbation des États contractants en même temps que l'acte général de la Conférence d'Algéciras; aux termes de ce protocole, les puissances signataires conviennent d'unir leurs efforts en vue d'obtenir l'adhésion de Sa Majesté chérifienne, et stipulent le mode suivant lequel cette adhésion sera accueillie et communiquée, à l'intervention du gouvernement espagnol, aux cosignataires de l'acte général.

L'article premier du projet de loi comporte l'approbation de l'acte général de la Conférence internationale d'Algéciras et du protocole additionnel du 7 avril 1906.

L'article 2 autorise le gouvernement à prendre les mesures que comporte l'exécution de ces actes diplomatiques. Cette autorisation est nécessaire, étant données notamment les facultés édictées par l'article 56 de l'acte général.

Nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

BON L. DE BÉTHUNE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1906.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Algemeene Akte der Conferentie van Algésiras, alsmede van het daaraan toegevoegd. protocol van denzelfden datum(1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE BÉTHUNE.

MIJNE HEEREN,

De handelsovereenkomst, welke den 4ⁿ Januari 1862 tusschen België en Marokko is gesloten en door de Belgische wet van 11 Juli 1862 werd goedgekeurd, berust op dit beginsel : behandeling als de meest begunstigde natie. Sedert heeft ons land deelgenomen aan de Conferentie die in 1880 te Madrid vergaderde en ten doel had, het recht van bescherming in Marokko op vaste en gelijkvormige grondslagen te vestigen. De beslissingen van deze Conferentie, waarbij dertien Regeeringen vertegenwoordigd waren, zijn vervat in eene overeenkomst welke de dagteekening van 3 Juli 1880 draagt.

Artikel 17 dezer internationale akte bevestigt « het recht van behandeling als de meest begunstigde natie », uitdrukkelijk bepallende dat dit recht « door Marokko wordt erkend voor al de Mogendheden die waren vertegenwoordigd op de Conferentie van Madrid ».

Dank zij dat stelsel, is de handelsbeweging van Marokko in 1904 geklommen tot 98,642,630 frank, waarvan 59,872,435 frank voor den invoer en 38,770,195 frank voor den uitvoer.

Voor 1903 zijn deze cijfers gestegen tot 61,228,884 frank voor de invoerartikelen en tot 38,355,464 frank voor de uitvoerartikelen.

In de hieronder staande tabellen, welke wij ontleenen aan een merk-

(1) Wetsontwerp, n° 170.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Bertrand, Carton de Wiart, Giroul, Hoyois, Polet en de Béthune.

waardig verslag van onzen gezant te Tanger, wordt de handel van Marokko, met aandoening van herkomst en bestemming per land, opgegeven :

Invoer.

	1904.	1903.
	Frank.	Frank.
Engeland	52,288,085	53,741,063
Frankrijk	17,028,385	16,401,887
Duitschland	5,808,505	5,045,924
BELGIË	2,888,595	3,110,670
Oostenrijk	1,591,375	3,029,175
Italië	1,124,285	271,195
Spanje	839,380	1,247,495
Andere landen	504,025	581,475
In 't geheel	59,872,435	61,228,884

Uitvoer.

	1904.	1903.
	Frank.	Frank.
Engeland	12,412,170	13,177,839
Duitschland	8,767,375	6,776,313
Spanje	6,668,450	6,768,686
Frankrijk	5,045,310	6,322,034
Egypte en Tripoli	1,789,750	1,336,800
Portugal	1,669,925	519,100
Vereenigde Staten	1,305,200	695,250
Italië	914,885	661,490
BELGIË	52,965	10,100
Andere landen	144,165	87,850
In 't geheel	38,770,195	38,555,464

Deze cijfers doen de belangrijkheid van Marokko uitschijnen met het oog op onze handelsbetrekkingen; ongelukkig moeten wij de medehulp derven van eené regelmatige en rechtstreeksche zeevaartlijn die voor Antwerpen een deel van het tusschen Hamburg en de marokkaansche havens steeds toemend verkeer kunne behouden.

Vergelijkt men, voor het cijfer van den uitvoer, de jaren 1903 en 1904, dan vindt men eene lichte vermindering van 222,075 frank; deze vermindering moet hieraan toegeschreven worden, dat, gedurende den eerstgenoemden jaargang, er voor meer dan één millioen oorlogsmateriëel werd besteld.

- Deze bestellingen kwamen niet meer voor in 1904, doch de invoer van onze andere voortbrengselen is, met uitzondering van de wapenen, met meer dan 781,200 frank toegenomen in het laatstbedoeld jaar.

Behalve oorlogsmateriëel, bestaat onze ruilhandel met het Marokkaansch Keizerrijk vooral in weefsels, suiker, en andere voorwerpen van verbruik, in slaven en verscheidene voorwerpen van de metaalnijverheid.

Reeds nu zijn er vier Belgische huizen gevestigd te Tanger, langs welke haven ongeveer de helft van onzen invoerhandel geschiedt.

De betrekkelijke uitbreiding van onze handelsbetrekkingen met Marokko laat hopen dat in de toekomst dat verkeer nog meer zal toenemen.

De Memorie van toelichting behelst het verhaal van de omstandigheden waaronder Marokko, op 31 Mei 1903, er toe kwam de mogendheden, welke met den Maghzen diplomatische betrekkingen hebben, te verzoeken eene Conferentie te beleggen ten einde het eens te worden over de in dat Rijk in te voeren hervormingen en tevens na te gaan hoe men zich de geldmiddelen voor de toepassing van deze hervormingen zou kunnen aanschaffen.

Zooals de Memorie van toelichting het terecht doet opmerken, vermits België als kontrakteerende partij bij de Conferentie van Madrid optrad en ruimschoots voordeel vond bij de in Marokko gehuldigde handelsvrijheid, was de rol van zijne afgevaardigden natuurlijk aangewezen op eene internationale bijeenkomst, waar deze gezamenlijke belangen moesten besproken worden.

Het stuk verhaalt de incidenten die met de uitnoodiging van den Maghzen gepaard gingen, daarop volgden en uitliepen op de Conferentie die hare werkzaamheden den 16 Januari laatstleden te Algesiras aanving.

Het vertoog — door den heer de Favereau onderteekend — na te hebben bewezen dat België's deelneming aan dat Congres zeer goed vereenbaar is met onze houding als onzijdig volk, doet de onderrichtingen kennen welke aan onze afgevaardigden worden gegeven en brengt eene welverdiende hulde aan de uitstekende wijze waarop zij zich van hunne zending gekweten hebben.

De lastige werkzaamheden ter conferentie van Algesiras eindigden den 7ⁿ April door het onderteekenen van de Algemeene Akte die aan uwe goedkeuring is onderworpen.

Deze oorkonde bevat 123 artikelen en zes hoofdstukken, betreffende : 1^o de inrichting der politie; 2^o het toezicht over den sluikhandel in wapenen; 3^o de concessie eener Marokkaansche Staatsbank; 4^o de beste opbrengst der belastingen en het vinden van nieuwe inkomsten; 5^o de douanen van het Keizerrijk en de beteugeling van bedrog en smokkelhandel; 6^o de openbare diensten en werken.

De memorie van toelichting omschrijft op beknopte en juiste wijze elk dier hoofdstukken en wijst op de bepalingen die vooral gewichtig zijn met het oog op de Belgische belangen.

Het algemeen gedeelte van die verschillende bepalingen staat in de inleiding van de Algemeene Akte. Opdat in Marokko orde, vrede en welvaart zouden heerschen, achten de mogendheden dat dit kostelijk doel enkel kan worden bereikt door invoering van hervormingen, gegrond op dit drievoudig beginsel : souvereiniteit van den Sultan, ongeschondenheid van zijne Staten en van de economische vrijheid, zonder eenige ongelijkheid.

Laatstgenoemd beginsel is vooral belangrijk voor België en terecht drukt de Memorie van toelichting op de toepassingen daarvan.

Wij willen inzonderheid wijzen op degene die voorkomen in de verklaring betreffende de openbare diensten en werken.

De mogendheden, welke de akte onderteekenden, verklaren :

1^o Dat geen enkele der openbare diensten van het Marokkaansch Keizerrijk zal mogen worden verbeurd ten voordeele van bijzondere belangen ;

2^o Dat zij zich voorbehouden er voor te zorgen, dat het gezag van den Staat over de groote ondernemingen van algemeen belang voor welker uitvoering of exploitatie hij een beroep op de kapitalen of de nijverheid van den vreemde zou doen, geheel ongekrenkt blijve ;

3^o Dat de geldigheid van voornoemde concessiën, zonder onderscheid van nationaliteit, ondergeschikt zal zijn aan het beginsel van openbare aanbesteding, voor alles wat de toepassing daarvan medebrengt ;

4^o Dat de lastkohieren der aanbestedingen ten behoorlijken tijde zullen worden medegedeeld aan het diplomatiek korps en wel op zulke wijze dat de inboorlingen van al de mogendheden daaraan kunnen deel nemen.

5^o Dat de lastkohieren noch rechtstreeks noch onrechtstreeks eenige bepaling zullen behelzen, strijdig met het beginsel van vrije mededinging ;

6^o Dat eene algemeene verordening voor de aanbestedingen zal worden opgemaakt en dat hem, die het voordeeligste bod heeft gedaan, de aanbesteding zal worden toegewezen door de Marokkaansche Regeering ;

7^o Dat deze beginselen van toepassing zullen zijn op de concessiën voor de ontginning van wouden en dat het wettelijk beheer van mijnen, graveerijen en groeven zal worden geregeld door de vreemde wetgevingen op dit gebied ;

8^o Dat de onteigeningen, door die werken noodzakelijk gemaakt, enkel om reden van vastgesteld algemeen nut en tegen billijke en voorafgaande vergoeding mag geschieden, de wijze van rechtspleging voor die onteigeningen zijnde bepaald door de Algemeene Akte of het moettende zijn volgens de beginselen die daarin worden gehuldigd.

Het is van belang aan te stippen dat die bepalingen betreffende de onteigeningen uitgaan van de beginselen zelve onzer Grondwet. Wat betreft de waarborgen, die zijn gesteld ten voordeele van het behoud der economische gelijkheid in Marokko ; ze zijn als een waar wetboek op dit gebied.

Zeër dikwijls reeds hebben onze handelaars, onze nijverheidsmannen en onze werklieden geklaagd over het schandelijk protectionisme dat in de lastkohieren der aanbestedingen van sommige landen verdoken ligt.

Ook hebben wij herhaaldelijk gewezen op de noodzakelijkheid, die misbruiken van macht bij de handelsvennootschappen te voorkomen.

Zoo herinnerde het verslag van uwe Middenafdeeling, belast met het onderzoek der begrooting van buitenlandsche zaken voor het dienstjaar 1902, dat, naar aanleiding van de hernieuwing der handelstractaten, de Hooge Raad van Nijverheid en Handel de aandacht van de Regeering had gevestigd op eene reeks bepalingen, samenhangend met die der toltarieven, zooals het stelsel voor de openbare aanbestedingen, dat voor de handelsreizigers ; en op den juridischen toestand van de werklieden in den vreemde.

Om hare inzichten nauwkeurig te omschrijven, stelde uwe afdeeling de volgende vraag aan de Regeering :

« Zou de Regeering in de te sluiten handelsovereenkomsten niet een beding van wederkeerigheid kunnen opnemen voor de openbare aanbestedingen? »

Het antwoord van de Regeering was, dat zij zich sedert lang bekommerde om het vraagstuk van deelneming aan de openbare aanbestedingen en dat het werd onderzocht naar aanleiding van de jongste onderhandelingen, namelijk met Duitschland en Oostenrijk-Hongarije, doch dat men geene formule kon vinden die praktische waarborgen zou geven.

Wij mogen er ons heden over verheugen dat door de algemeene akte der Conferentie van Algesiras in het internationaal recht eene eerste poging wordt aangewend tot regeling van deze zoo kiesche en zoo belangrijke zaak. Wij verheugen er ons over en hopen dat de toepassingen van dit liberalisme op economisch gebied veel navolging zal vinden in het positief recht.

De overeenkomsten van Algesiras zijn de vrucht der beraadslagingen van dertien mogendheden. Twaalf harer waren reeds vertegenwoordigd op de Conferentie van Madrid in 1880; de dertiende is Rusland, die te Algesiras Denemarken verving; Denemarken, dat de Overeenkomst van 1880 ondertekende, deed zich niet vertegenwoordigen op de laatste Marokkaansche Conferentie.

Doch er dient opgemerkt, dat alleen Duitschland, Oostenrijk-Hongarië, België, Spanje, de Vereenigde-Staten van Amerika, Frankrijk, Groot-Brittanje, Italië, Nederland, Portugal, Rusland en Zweden de Akte van 7 April 1906 hebben ondertekend, de afgevaardigden van Marokko verklaarende dat zij, voor het oogenblik, niet waren gemachtigd zulks te doen.

Dat maakte eene toegevoegd protocol noodzakelijk en het wordt u ter zelfdertijd als de Algemeene Akte der Conferentie van Algesiras onderworpen; naar luid van dit protocol zijn de mogendheden, die de akte ondertekenden, overeengekomen dat zij al hare pogingen zullen vereenen ten einde de toetreding van Z. M. den Sherif te bekomen en bepalen zij de wijze waarop deze toestemming zal worden ontvangen van de medeondertekenaars der Algemeene Akte medegedeeld door tusschenkomst van de Spaansche Regeering.

Artikel 1 van het wetsontwerp behelst de goedkeuring van de Algemeene Akte der internationale Conferentie van Algesiras en van het daaraan toegevoegd protocol, beide in dato van den 7ⁿ April 1906.

Artikel 2 machtigt de Regeering tot het nemen van de maatregelen die noodig mochten zijn voor de uitvoering van die diplomatieke akten. Deze machtiging is onontbeerlijk, gelet namelijk op de bevoegdheden die zijn vermeld in artikel 56 van de Algemeene Akte.

Wij hebben de eer u voor te stellen het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,

Bon L. DE BÉTHUNE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.